

## CHRONIQUES

« Pour qui sont ces cloches qui tintent sur nos têtes ? » ou la plainte du maire pris entre le battant et la robe !.....2  
Emmanuel Salaun

La réforme territoriale, une réforme qui dit réellement son nom ? .....7  
Didier Guignard

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

Quel contrôle le juge exerce-t-il sur l'octroi de la protection fonctionnelle au président d'une collectivité territoriale ? .....15  
Conclusions David Katz  
CAA Bordeaux 6 mai 2014, *Mme Girardin*

Quels sont les critères permettant à un maire de refuser le transfert d'un débit de tabac au sein de sa commune ? .....21  
Conclusions Samuel Deliancourt  
CAA Marseille 30 septembre 2014, *Mme Fleck et M<sup>e</sup> Garnier*

Un département peut-il mettre en place un droit d'interpellation populaire ? .....27  
Conclusions Hélène Lepetit-Collin  
CAA Versailles 6 novembre 2014, *Département de l'Essonne*

### • Fonction publique territoriale

L'agent public ayant procédé à un signalement sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale, un lanceur d'alerte à protéger ?\* .....32  
Conclusions Sylvain Merenne  
TA Cergy Pontoise 15 juillet 2014, *Mme H. c/OPHLM de Chatillon*

Un conseiller d'éducation a-t-il un droit à être logé par nécessité absolue de service ? .....41  
CE 12 décembre 2014, *Département du Val-de-Marne c/ Mme Krief*  
Conclusions Xavier Domino

### • Élections

Une « chargée de mission » au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, titulaire du grade de directeur territorial, et placée sous l'autorité directe du directeur général des services de cet établissement est-il inéligible aux élections municipales ? .....45  
Conclusions Frédéric Aladjidi  
CE 1<sup>er</sup> octobre 2014, *Élections municipales de Cilaos*

L'adjoint au directeur de la direction Agriculture et Aménagement de l'espace d'un conseil général est-il inéligible aux élections municipales ? .....52  
CE 12 décembre 2014, *M. Minerva (Élections municipales de Laissac)*  
Conclusions Xavier Domino

### • Contentieux des collectivités locales

Le rapporteur public doit-il communiquer sur Sagace le sens de ses conclusions relatives à une demande d'injonction au titre de l'article L. 911-1 du code de justice administrative ? .....56  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 20 octobre 2014, *Commune de Rueil-Malmaison*

Quelle responsabilité pour une victime d'un tir de flash-ball ? .....61  
Conclusions Jean-Michel Laso  
TA Nice 28 octobre 2014, *M. Guillaume Laurent*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLE D'ACTE

Arrêté individuel portant reclassement indiciaire des fonctionnaires de catégorie C

## CHRONIQUES

- Les conséquences de la politisation annoncée des intercommunalités** .....78  
Julien Plantier

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

- Un maire peut-il refuser de publier une tribune dans le cas où il estimerait que son contenu porte atteinte à l'honneur, ou à la considération d'une personne, ou présente un caractère injurieux ?** .....84  
Conclusions Éric Gauthier  
CAA Nantes 14 novembre 2014, *Commune de Chartres*

### • Compétences des collectivités locales

- Les mesures provisoires d'hospitalisation prises par les maires en application de l'article L. 3213-2 du code de la santé publique entrent-elles dans le champ d'application de l'article 24 de la loi DCRA ?** .....88  
Conclusions Olivier Rousset  
CAA Paris 16 décembre 2014, *Commune de Charenton-le-Pont*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

- Dans quelles conditions une commune peut-elle échanger une parcelle de son domaine avec celle d'un particulier ?** .....93  
Conclusions Samuel Deliancourt  
CAA Marseille 9 avril 2013, *M. Malignon*

- Une commune peut-elle refuser de mettre une salle à la disposition d'une association culturelle pour une cérémonie à caractère culturel ?** .....103  
Conclusions Olivier Rousset  
CAA Paris 7 octobre 2014, *Commune du Kremlin-Bicêtre*

### • Travaux publics locaux

- À quelles conditions le juge administratif peut-il ordonner le démontage d'un ouvrage public illégalement implanté sur une propriété privée ?** .....107  
Conclusions Jean-Michel Laso  
TA Nice 28 octobre 2014, *M. et Mme Kangambega*

### • Élections

- Le juge électoral doit-il tirer les conséquences d'un contentieux électoral communal sur l'élection des conseillers communautaires ?** .....111  
Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau  
CE 29 décembre 2014, *M. Desmazieres (Élections municipales de Champagné)*

### • Contentieux des collectivités locales

- Le juge du plein contentieux des installations classées peut-il tenir compte d'une demande de permis de construire, postérieure à la délivrance d'une autorisation d'exploitation, visant à régulariser la composition d'un dossier ?** .....115

Conclusions Xavier de Lesquen  
Observations Sébastien Hourson

CE 22 septembre 2014, *Syndicat mixte pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères (SIETOM) de la région de Tournan-en-Brie*

- Un requérant est-il réputé avoir reçu communication d'une mesure d'instruction dès lors que son avocat était inscrit à l'application Télérecours même si sa requête n'a pas été introduite sous forme non dématérialisée ?** .....123

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 6 octobre 2014, *Commune d'Auboué*

- Une clause contractuelle prévoyant une procédure de règlement amiable des différends fait-elle obstacle à ce que le défendeur présente directement au juge des conclusions reconventionnelles relatives à l'exécution du même contrat ?** .....126

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 14 novembre 2014, *Département de la Guadeloupe*

- Le juge administratif doit-il rouvrir l'instruction en cas de production d'une note en délibéré contenant un élément de droit nouveau susceptible d'exercer une influence sur le jugement ?** .....130

Conclusions Édouard Crépey

CE Section du contentieux 5 décembre 2014, *M. Lassus*

- La production d'un mémoire en défense après la clôture de l'instruction fait-elle obstacle à l'acquiescement aux faits ?** .....141

Conclusions Suzanne von Coester

CE 23 décembre 2014, *Commune d'Argenteuil*

- Un contribuable local a-t-il intérêt à agir pour demander l'annulation d'une déclaration d'utilité publique ?** .....146

Conclusions Suzanne von Coester

CE 23 décembre 2014, *Communauté d'agglomération du Grand Besançon*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## CHRONIQUE

**Les 36 800 communes de France : chronique d'une disparition programmée ?** .....166  
Claire Bosseboeuf

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

**À qui incombe la preuve de l'envoi de la convocation et de la notice explicative de synthèse aux conseillers municipaux ?** .....178  
Conclusions Jean-Michel Laso  
TA Nice 18 novembre 2014, *Mme Manal Al Refai*

### • Actes des collectivités locales

**Dans quel cas le maire peut-il refuser l'autorisation de raccordement d'une habitation au réseau d'électricité ?** .....181  
Conclusions Barbara Massiou  
Observations Wistan Plateaux  
TA Nantes 27 janvier 2015, *M. Vincent Renaud*

### • Compétences des collectivités locales

**Une collectivité locale peut-elle se porter candidate à l'attribution d'un contrat de commande publique ?** .....187  
Conclusions Bertrand Dacosta  
Observations Sébastien Ferrari  
CE Ass. 30 décembre 2014, *Société Armor SNC*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Un candidat à une procédure facultative de mise en concurrence pour l'attribution d'une convention d'occupation domaniale a-t-il le droit d'être indemnisé des préjudices subis du fait de son éviction irrégulière de cette procédure ?** .....200  
Conclusions Cécile Vrignon  
CAA Paris 19 décembre 2014, *SARL Pacific Duty Free*

### • Services publics locaux

**Dans quelle mesure un conseil municipal peut-il limiter l'accès au service public de la restauration scolaire ?** ...209  
Conclusions Hélène Lepetit-Collin  
CAA Versailles 18 décembre 2014, *Commune d'Aubervilliers*

### • Finances publiques locales

**EDF et GDF peuvent-elles bénéficier du transfert du droit à déduction de la TVA ayant grevé le coût des travaux effectués par un EPCI sur les réseaux en l'absence de convention de DSP ?** .....214  
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher  
CE 10 décembre 2014, *Ministre de l'Intérieur c/ Communauté d'agglomération du pays rochefortais*

### • Organismes de coopération et de regroupement

**Le transfert de compétences d'une commune à un EPCI s'étend-il aux droits et obligations nés d'un contrat achevé à la date du transfert, alors même qu'il avait été passé pour l'exercice de la compétence transférée ?** .....222  
Conclusions Gilles Pellissier  
CE 3 décembre 2014, *Société Citelum*

### • Contentieux des collectivités locales

**Un juge du référé-suspension peut-il se prononcer sur la régularité d'un marché dont il avait partiellement annulé la procédure de passation en qualité de juge du référé précontractuel ?** .....228  
Conclusions Gilles Pellissier  
Observations Paul Cassia  
CE 19 janvier 2015, *Société Ribière*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## L'OFFICIEL EN BREF

## MODÈLE D'ACTE

**Arrêté municipal réglementant la circulation et le stationnement des véhicules à l'occasion d'un vide-greniers**

## ACTES DE COLLOQUE

### Rencontres annuelles du contentieux de l'action publique locale 2015

**Allocution d'ouverture**.....251  
Gilles Bachelier

**Les évolutions dans la répartition des compétences entre les collectivités territoriales**.....253  
Nicolas Hutten

**Champs et limites de la libre administration : le contentieux de l'intercommunalité**.....255  
Jean-Pierre Dussuet

**Les stratégies du contrôle de légalité préfectoral : un volontarisme à l'épreuve de la contraction des effectifs**.....259  
Laurence Molinero

**Le juge administratif, régulateur de l'action publique territoriale**.....262  
Guillaume Sanchez

**Le régime des autorisations d'urbanisme : quel bilan après la réforme du contentieux ?**.....265  
Jean-François Vic

## JURISPRUDENCE

### • Compétences des collectivités locales

**La réforme des rythmes scolaires viole-t-elle le principe de libre administration des collectivités locales ?**.....268  
Conclusions Rémi Keller  
CE 23 décembre 2014, *Commune de Fournels*

### • Fonction publique territoriale

**Quelle est la portée de l'illégalité de la délibération supprimant un emploi territorial sur les décisions mettant à disposition du centre de gestion le fonctionnaire auquel aucun emploi n'a pu être proposé ?**.....272  
Conclusions Gilles Pellissier  
CE 19 janvier 2015, *Mme Pernin*

### • Finances publiques locales

**Le prélèvement sur le produit des jeux dans les casinos est-il un bien au sens de l'article 1<sup>er</sup> du protocole additionnel à la CEDH ?**.....278  
Conclusions Marie-Astrid de Barmon  
CE 23 janvier 2015, *Société Casino de Vichy, les 4 Chemins*

### • Élections

**Le délai d'option prévu par le dernier alinéa de l'article L. 237 du code électoral est-il applicable aux incompatibilités prévues par l'article L. 237-1 ?**.....287  
Conclusions Rémi Keller  
CE 17 décembre 2014, *M. Martinier*

**Les dispositions de l'article R. 128-1 du code électoral fixant la liste des documents exigés des ressortissants d'autres États membres de l'Union européenne que la France à l'appui de la déclaration de candidature sont-elles illégales ?**.....293  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 29 décembre 2014, *Élections municipales de Fayence*

**Peut-on invoquer des irrégularités ayant affecté le premier tour de scrutin pour contester les résultats du second tour ?**.....299  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 29 décembre 2014, *Élections municipales de La Croix-Valmer*

**Comment s'opère le calcul de la plus forte moyenne lors de l'attribution des sièges lors des élections dans les communes de plus de 1 000 habitants ?**.....305  
Conclusions Rémi Keller  
CE 30 janvier 2015, *Élections municipales de Hautefort (Dordogne)*

### • Contentieux des collectivités locales

**Quels sont les pouvoirs du juge de l'exécution à la suite de l'annulation d'un acte détachable d'un contrat de droit privé ?**.....308  
Conclusions Vincent Daumas  
Observations Julien Martin  
CE 29 décembre 2014, *Commune d'Uchaux*

**Les recours contre les contrats de recrutement d'agents publics non titulaires relèvent-ils du contentieux de l'excès de pouvoir ?**.....318  
Conclusions Vincent Daumas  
Observations Emmanuel Tessier  
CE 2 février 2015, *M. Castronovo c/ Commune d'Aix-en-Provence*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## L'OFFICIEL EN BREF

## CHRONIQUE

**Une nouvelle contribution au statut de l'élu local.  
La loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter  
l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** .....422  
Stéphane Manson

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

**Y a-t-il lieu de renvoyer au Conseil  
constitutionnel la question prioritaire  
de constitutionnalité tirée de la méconnaissance  
de l'article 15 de la Déclaration des droits  
de l'homme et du citoyen par les dispositions  
de l'article L. 2121-21 du CGCT relatif au vote  
au scrutin secret ?** .....427  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 30 mars 2015, *Mme Nathalie Kosciusko Morizet*

### • Compétences des collectivités locales

**Comment appliquer l'article L. 433-1 du code  
de l'urbanisme relatif aux permis précaires ?** .....435  
Conclusions Xavier de Lesquen  
et Frédéric Salvage de Lanfranchi  
Observations Jérôme Tremeau  
CE 18 février 2015, *Association de valorisation du quartier Paris-  
Maillot-Dauphine*  
CAA Marseille 20 avril 2015, *SARL Hôtel impérial Garoupe*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

**RFF est-il propriétaire d'un chemin vicinal exproprié  
au XIX<sup>e</sup> siècle au profit de la société PLM ?** .....445  
Conclusions Samuel Deliancourt  
CAA Marseille 20 janvier 2015, *Commune de Manosque*

### • Finances publiques locales

**Le paiement de l'annuité d'un emprunt est-il  
une dépense obligatoire malgré l'existence  
d'un désaccord sur l'interprétation de la formule  
de taux et d'une instance devant le juge judiciaire ?** .....455  
Conclusions Violette Rosemberg  
Observations Julien Martin  
TA Nantes 25 mars 2015, *Commune de Saumur*

**Le ministre chargé du budget peut-il faire masse  
des débits prononcés par le juge des comptes pour  
déterminer le laissé à charge du comptable ?** .....468  
Conclusions Xavier de Lesquen  
Observations Jean-Luc Girardi  
CE 27 mai 2015, *Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie  
et des finances, chargé du budget*

### • Élections

**Un tract de dernière minute, dans lequel  
un candidat s'engage à faire rouvrir un commerce,  
constitue-t-il un élément nouveau de polémique  
électorale ?** .....478  
Conclusions Benoît Bohnert  
Observations Bernard Maligner  
CE 25 février 2015, *Élections municipales de V  
oisins-le-Bretonneux*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## L'OFFICIEL EN BREF

## CHRONIQUE

**Une nouvelle contribution au statut de l'élu local**  
La loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter  
l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat ..... 422  
Conclusions Stéphane Manson

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

**Y a-t-il lieu de renvoyer au Conseil constitutionnel  
la question prioritaire de constitutionnalité  
tirée de la méconnaissance de l'article 15  
de la Déclaration des droits de l'homme et  
du citoyen par les dispositions de l'article  
L. 2121-21 du CGCT relatif au vote  
au scrutin secret ?** ..... 427  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 30 mars 2015, *Mme Nathalie Kosciusko Morizet*

### • Compétences des collectivités locales

**Comment appliquer l'article L. 433-1 du code  
de l'urbanisme relatif aux permis précaires ?** ..... 435  
Conclusions Xavier de Lesquen et Frédéric Salvage  
de Lanfranchi  
Observations Jérôme Tremeau  
CE 18 février 2015, *Association de valorisation  
du quartier Paris-Maillot-Dauphine*  
CAA Marseille 20 avril 2015, *SARL Hôtel impérial Garoupe*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

**RFF est-il propriétaire d'un chemin vicinal exproprié  
au XIX<sup>e</sup> siècle au profit de la société PLM ?** ..... 445  
Conclusions Samuel Deliancourt  
CAA Marseille 20 janvier 2015, *Commune de Manosque*

### • Finances publiques locales

**Le paiement de l'annuité d'un emprunt est-il  
une dépense obligatoire malgré l'existence  
d'un désaccord sur l'interprétation de la formule  
de taux et d'une instance devant le juge judiciaire ?** ..... 455  
Conclusions Violette Rosemberg  
Observations Julien Martin  
TA Nantes 25 mars 2015, *Commune de Saumur*

**Le ministre chargé du budget peut-il faire masse  
des débits prononcés par le juge des comptes  
pour déterminer le laissé à charge du comptable ?** ..... 468  
Conclusions Xavier de Lesquen  
Observations Jean-Luc Girardi  
CE 27 mai 2015, *Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie  
et des finances, chargé du budget*

### • Élections

**Un tract de dernière minute, dans lequel un candidat  
s'engage à faire rouvrir un commerce, constitue-t-il  
un élément nouveau de polémique électorale ?** ..... 478  
Conclusions Benoît Bohnert  
Observations Bernard Maligner  
CE 25 février 2015, *Élections municipales de Voisins-le-Bretonneux*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## L'OFFICIEL EN BREF

## LA DÉPENSE LOCALE (COLLOQUE SÉMINAIRE À L'INET)

### Placer la dépense locale au cœur des débats sur la décentralisation .....502

Conclusions Robert Hertzog

### Le processus de réduction des dépenses régionales dans la contrainte budgétaire ..... 511

Lisa Passavant

### Les dépenses d'éducation, de formation professionnelle et de recherche dans les budgets locaux et régionaux..... 518

Conclusions Guy Siat

### L'optimisation de la dépense publique locale à l'ère du numérique : entre adaptations et innovations ..... 526

Conclusions William Gilles

### • Police administrative

#### Quelle est la nature de l'avertissement en matière de police des débits de boisson ? .....549

Conclusions Cécile Vrignon (sur l'arrêt de la cour administrative  
d'appel de Paris)

Conclusions Fabienne Lambolez (sur l'arrêt du Conseil d'État)

Observations Thierry Rambaud

**CE 12 décembre 2014, *Ministre de l'Intérieur***

**CAA Paris 19 décembre 2014, *Société Enzo***

### • Contentieux des collectivités locales

#### Quelle mission peut-on confier à l'*amicus curiae* ? .....560

Conclusions Nathalie Escaut

**CE 6 mai 2015, *M. Caous***

## JURISPRUDENCE

### • Actes des collectivités locales

#### Le rejet d'une offre anormalement basse, sans demande de justification par la commission, et l'indétermination des modalités d'attribution d'un lot justifient-ils l'annulation contractuelle ? .....534

Conclusions Pierre-Olivier Caille

Observations Sébastien Hourson

**TA Lille 24 février 2015, *Préfet du Nord***

### • Compétences des collectivités locales

#### Quel contrôle l'administration est-elle tenue d'exercer sur la qualité de demandeur d'une autorisation d'urbanisme ? .....542

Conclusions Édouard Crépey

Observations Sébastien Ferrari

**CE 2 mars 2015, *Époux Loubier***

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLE D'ACTE

#### Arrêté portant retenue sur traitement pour absence de service fait

## CHRONIQUES

**la loi NOTRe et l'intercommunalité**.....578  
Conclusions Michel Degoffe

**Les compétences des collectivités territoriales en matière d'aménagement numérique**.....586  
Conclusions Brigitte Ferrari

**La concurrence en Polynésie après l'arrêt du Conseil d'État du 19 décembre 2014**.....597  
Conclusions Anaïs Moyrand

## JURISPRUDENCE

### • Fonction publique territoriale

**L'autorité territoriale est-elle obligée de rechercher si un poste adapté peut être proposé à un fonctionnaire territorial en congé de longue maladie ou de longue durée déclaré apte par le comité médical ?**.....602  
Conclusions Vincent Daumas  
CE 12 mai 2015, *Commune de Bassan*

**Un arrêté maintenant en détachement dans un emploi fonctionnel un agent sans pourvoir l'emploi et sans l'affecter dans les fonctions correspondantes est-il une nomination pour ordre ?**.....606  
Conclusions Bertrand Dacosta  
CE 22 mai 2015, *M. de Haro*

### • Finances publiques locales

**Le non-recouvrement d'une recette par un comptable public constitue-t-il un manquement causant un préjudice engageant sa responsabilité ?**.....610  
Conclusions Xavier de Lesquen  
Observations Stéphanie Damarey  
CE 27 juillet 2015, *Ministre de l'Économie et des finances*

### • Collectivités locales à statut particulier

**Une délibération de la collectivité de Saint-Barthélemy adoptée en méconnaissance des dispositions de son règlement intérieur est-elle illégale alors même que cette délibération serait intervenue dans le domaine de la loi ?**.....623  
Conclusions Édouard Crépey  
CE 6 mai 2015, *M. Maxime Desouches*

### • Élections

**La publication et la diffusion de publi-reportages constitutives d'une campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion de la commune, au sens du second alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral, entraîne-t-elle l'inéligibilité de la candidate ?**.....630  
Conclusions Xavier Domino  
CE 6 mai 2015, *Mme Barèges*

**Un candidat ayant exercé les fonctions de préfet délégué pour la défense et la sécurité est-il éligible à un conseil municipal ?**.....638  
Conclusions Édouard Crépey  
CE 6 mai 2015, *M. Marcel Renouf (élections municipales de Fermanville)*

**Des mentions trompeuses sur des bulletins ou affiches relatives au soutien des partis politiques constituent-elles une manœuvre de nature à entraîner l'annulation de l'ensemble des opérations électorales ?**.....642  
Conclusions Xavier Domino  
CE 11 mai 2015, *M. Catoire – Élections municipales de Clichy*

**La manœuvre visant à obtenir la signature d'un formulaire de déclaration de candidature pour permettre l'enregistrement d'une liste peut-elle entraîner l'annulation des élections ?**.....645  
Conclusions Xavier Domino  
CE 11 mai 2015, *Élections municipales de Puteaux*

**Le juge de l'élection, en l'absence de manœuvre de nature à fausser les résultats du scrutin, peut-il apprécier si un électeur inscrit sur les listes électorales remplit effectivement la condition de domicile exigée par l'article 11 du code électoral ?**.....649  
Conclusions Xavier Domino  
CE 11 mai 2015, *Élections municipales de Villers-Cotterêts*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLE D'ACTE

**Modèle d'arrêté portant autorisation d'un tir de feu d'artifice de divertissement**



## CHRONIQUE

**Loi NOTRe du 7 août 2015 : une nouvelle réforme du mille-feuille**..... 666

Conclusions Éric Landot

## JURISPRUDENCE

### • Organes des collectivités locales

**L'attaché parlementaire d'un député-maire ou sénateur-maire peut-il être adjoint au maire alors qu'il est agent salarié du maire ?** ..... 674

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE (4/5 SSR) 22 juillet 2015, Élection d'un adjoint au maire de Saint-Maur-des-Fossés

### • État

**Si la Commission nationale d'aménagement commercial ne se prononce pas dans le délai d'un mois, est-elle définitivement dessaisie ?**..... 678

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE (4/5 SSR) 21 septembre 2015, *Société Lidl*

### • Compétences des collectivités locales

**Peut-on suspendre le refus de mettre à disposition une salle communale à une association culturelle au motif qu'elle porte une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés de réunion et de culte ?** ..... 683

CE (JRF) 23 septembre 2015, *Association des musulmans de Mantes*

### • Fonction publique territoriale

**Une décision prise en considération de la personne d'un agent peut-elle être une mesure d'ordre intérieur ?** ..... 687

Conclusions Gilles Pellissier

CE (section du contentieux) 25 septembre 2015, *Mme B*

### • Finances publiques locales

**Quelle est la date à prendre en compte pour savoir si une demande interrompt la prescription ?** ..... 697

Conclusions Bertrand Dacosta

CE (7/2 SSR) 5 octobre 2015, *Ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt c/ Querbes*

### • Collectivités à statut particulier

**Un membre du gouvernement néocalédonien a-t-il intérêt à agir, en cette qualité, contre un acte de ce gouvernement ?**..... 701

Conclusions Émilie Bokdam-Tognetti

CE (10/9 SSR) 27 juillet 2015, *Nouvelle-Calédonie*

### • Élections

**La désignation d'une liste d'assesseurs peut-elle être valable pour les deux tours ?** ..... 704

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 17 juin 2015, *Mme Marsigny (élections municipales de Noisy-le-Grand)*

**En matière électorale, peut-on aggraver une sanction en appel ?**..... 710

Conclusions Gaëlle Dumortier

CE (4/5 SSR) 14 septembre 2015, *Élections municipales de Valenton, M. Metin Yavuz*

### • Contentieux des collectivités locales

**Quel est l'office du juge des référés de l'article L. 122-12 du code de l'environnement ?**..... 718

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (6/1 SSR) 19 juin 2015, *Commune de Saint-Leu et autre*

**Peut-on faire application de l'article L. 600-7 du code de l'urbanisme pour la première fois en cassation ?**..... 726

Conclusions Fabienne Lambalez

CE (5/4 SSR) 3 juillet 2015, *Syndicat des copropriétaires de l'immeuble « La Parade collectif »*

**Peut-on soulever une QPC à l'encontre d'une loi se bornant à transposer les dispositions d'une directive ?**731

Conclusions Aurélie Bretonneau

CE (10/9 SSR) 14 septembre 2015, *Société Notrefamille.com*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLE D'ACTE

**Arrêté municipal relatif à l'organisation de la lutte phytosanitaire contre les attaques de scolytes**

## CHRONIQUE

**L'intérêt pour agir en droit de l'urbanisme : un an de jurisprudence**..... 750

Conclusions Frédéric Salvage

## LA DÉPENSE LOCALE (COLLOQUE SÉMINAIRE À L'INET)

**Enquête sur la culture de la dépense locale**

**face à la crise**.....757

Marc Leroy

**Réduire la dépense publique locale  
Quelques pistes de réflexion sur les moyens**

**à mettre en œuvre** ..... 766

Conclusions Corinne Delon Desmoulin

## JURISPRUDENCE

### • Police administrative

**Un maire peut-il refuser de supprimer les sonneries civiles de la cloche de l'église communale si ces dernières n'existaient pas lors de l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 1905 ?**..... 774

Observations Emmanuel Salaun

CE (5/4 SSR) 14 octobre 2015, *Commune de Boissettes*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

**L'installation de crèches dans les mairies est-elle contraire à la loi de 1905 ?**..... 777

Conclusions Éric Gauthier et Michel Romnicanu

CAA Nantes (4<sup>e</sup> ch.) 13 octobre 2015, *Département de la Vendée*

CAA Paris (1<sup>er</sup> ch.) 8 octobre 2015, *Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne*

**Quels sont les critères de délimitation du domaine public ?**..... 789

Conclusions Jean Lessi

Observations Fabien Hoffmann

CE (1/6 SSR) 2 novembre 2015, *Commune de Neuves-Maisons*

### • Contentieux des collectivités locales

**Le titulaire du contrat qui saisit le juge d'une nouvelle demande ayant le même objet, mais fondée sur un autre type de responsabilité, est-il tenu de saisir la collectivité, au préalable, d'une nouvelle demande d'indemnisation ?**..... 797

Conclusions Gilles Pellissier

CE (7/2 SSR) 18 septembre 2015, *Commune de Bora Bora*

**Le juge du référé précontractuel peut-il vérifier que l'exécution du contrat entre dans le champ de compétence d'une personne publique et, s'il s'agit d'un établissement public, qu'il ne méconnaît pas le principe de spécialité ?**..... 805

Conclusions Gilles Pellissier

CE (7/2 SSR) 18 septembre 2015, *Association de gestion du CNAM en Pays de la Loire*

**Faut-il notifier la décision autorisant la création d'une unité touristique nouvelle ?**..... 812

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE (2/7 SSR) 9 octobre 2015, *Commune de Lauzet-sur-Ubaye*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLE D'ACTE

**Arrêté portant occupation du domaine public communal**

## CHRONIQUE

**L'aménagement commercial revu par les lois ALUR, Pinel, Macron : grande réforme et petits ajustements** ..... 830

Conclusions Marie-Anne Renaux

## JURISPRUDENCE

### • Compétences des collectivités locales

**L'administration peut-elle légalement refuser de créer des itinéraires cyclables à l'occasion de la réalisation de travaux de voirie ?** .....839

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille (7e ch.) 7 avril 2015, *Communauté urbaine Marseille Provence*

### • Police administrative

**Un maire est-il tenu de faire procéder au déneigement régulier d'une voie communale peu fréquentée ?** .....846

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille (7e ch.) 21 avril 2015, *Mme Leautaud*

### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Les tarifs pour occupation du domaine public ferroviaire exigés par RFF sont-ils manifestement disproportionnés ?** .....851

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille (7e ch.) 23 juin 2015, *Commune de Peynier*

**L'accord de la personne publique au transfert d'une convention portant autorisation d'occuper le domaine public doit-il être nécessairement écrit ?** .....863

Conclusions Nathalie Escaut

CE (8/3 SSR) 18 septembre 2015, *Société Prest'Air*

**À quelles conditions peut-on céder un immeuble en-dessous de sa valeur vénale ?** .....868

Conclusions Benoît Bohnert

CE (8/3 SSR) 14 octobre 2015, *Commune de Châtillon-sur-Seine*

### • Fonction publique territoriale

**Selon quels critères convient-il de fixer le montant de la redevance d'occupation d'un logement de fonction concédé par utilité de service ?** .....876

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (6/1 SSR) 1er octobre 2015, *Commune d'Orgerus*

**Le CNFPT peut-il licencier un agent pris en charge pour insuffisance professionnelle ?** .....882

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE (3/8 SSR) 14 octobre 2015, *Centre national de la fonction publique territoriale c/ M. André Gandillon*

### • Contentieux des collectivités locales

**Des conclusions indemnitaires se rapportant à un litige relatif à l'entrée au service, à la discipline ou à la sortie du service d'un fonctionnaire ou d'un agent public relèvent-elles du tribunal administratif statuant en premier et dernier ressort ?** .....888

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 SSR) 30 septembre 2015, *Mme Courtois*

**Le droit de propriété des personnes publiques constitue-t-il une liberté fondamentale au sens de l'article L. 521-2 du code de justice administrative de nature à justifier l'intervention du juge des référés ?** .....895

CE (JRF) 9 octobre 2015, *Commune de Chambourcy*

**La consultation du service des domaines prévue par l'article L. 2241-1 du CGCT en vue de la conclusion par une commune d'un bail emphytéotique administratif portant sur une dépendance de son domaine constitue-t-elle une garantie au sens de la jurisprudence Danthony ?** .....898

Conclusions Benoît Bohnert

CE (CE S. du contentieux) 23 octobre 2015, *Société CFA Méditerranée*

## BRÈVES DE JURISPRUDENCE

## L'OFFICIEL EN BREF

## MODÈLE D'ACTE

**Arrêté portant attribution d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT)**